



PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03/05/2021



Mesdames et Messieurs
les Conseillers Municipaux

Direction du pôle des ressources stratégiques
Service affaires juridiques/gestion des associations
Objet : réunion du conseil municipal
Affaire suivie par : Emmanuelle DADDA

Villefontaine, le 27 avril 2021

CONVOCATION AU CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage : 27 avril 2021

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer au conseil municipal qui se déroulera le :

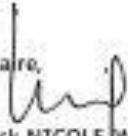
**Lundi 3 Mai 2021 à 17 H 00
A la salle Daniel Balavoine
118 avenue du Driève - VILLEFONTAINE**

L'ordre du jour et les projets de délibération correspondants sont joints à la présente convocation.

Dans le souci du respect des gestes barrières, je vous remercie de vous munir de votre masque et de votre stylo.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,


Patrick NICOLE-WILLIAMS
Vice-Président de la CAPI



CONSEIL MUNICIPAL DU 03 MAI 2021		
RAPPORTEUR	N°	ORDRE DU JOUR
M. LE MAIRE		Relève des décisions
	1	Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 13 mars 2021
	2	Groupement de commandes de la CAPI : assurance construction tous risques chantier et dommages ouvrage
	3	Aménagement du Patio : groupements de commandes entre la commune, la CAF et la CPAM
	4	Mise à disposition d'agents de police municipale - Avenant à la convention de partenariat entre les communes de Villefontaine et Roche
	5	Approbation de la charte d'utilisation des ressources informatiques de la commune
	6	Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes sur la gestion de la CAPI au cours des exercices 2013 à 2019
	7	Approbation du pacte de gouvernance entre la CAPI et les communes de son territoire
C. GUETAT	8	Modification du tableau des effectifs
	9	Création d'un espace de coworking et d'un tiers lieu : convention d'objectifs pluriannuelle
J. GUILLERMINET	10	Aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente - aide FISAC : Lave+
	11	Exonération des loyers des commerçants locataires de locaux commerciaux en raison de la crise sanitaire
J. DOS SANTOS	12	Nouvelle copropriété du Patio
L. DI SANTO	13	Versement d'une contribution financière à la MFR de Chaumont
	14	Subvention exceptionnelle au Groupement d'Intérêt Public (GIP)
J.C. DJURA	15	Maintien de la compétence "Plan Local d'Urbanisme" à la commune
		Questions et informations diverses

Le Maire,
Patrick NICOLE WILLIAMS

L'an deux mille vingt et un, le trois mai, le Conseil municipal de Villefontaine dûment convoqué le vingt-sept avril, conformément aux articles L2121-7, L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Balavoine sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire de Villefontaine.

PRÉSENTS : P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, G. GENTHON, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KEHTTAB, J. GAGET, L. GRONDIN, C. DEBRYE, JN. SALMON, K. HALLOUL, B. JAN, AV. MITTENDORFER.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

JC DURA pouvoir à R. MESLEM
A. CROS pouvoir à L. DI SANTO
A. SAGIROGLU pouvoir à J.N. SALMON
C. DUMOULIN pouvoir à K. HALLOUL
L. NASSISI pouvoir à AV. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES :

A. VERJUS

Le Maire ouvre la séance à 17 heures.

M. le Maire : Avant de démarrer officiellement ce conseil municipal du 03 mai, je voudrais informer le conseil du fait qu'une de nos collaboratrices de mairie, qui était assistante à la Direction Générale, est brutalement décédée la semaine dernière. J'aimerais, si vous le voulez bien, qu'en son souvenir nous puissions observer un petit temps de recueillement. Je vous remercie.

Le quorum est largement atteint. Ce conseil peut donc siéger valablement.

Est nommé secrétaire de séance : Michel FAYET

M. le Maire : Dans l'ordre du tableau que nous avons défini par ordre alphabétique, c'est Monsieur Michel FAYET, qui sera secrétaire de séance, aujourd'hui.

RELEVÉ DES DÉCISIONS

DECISIONS DU MAIRE - CONSEIL MUNICIPAL DU 3 MAI 2021						
Numéro	Date de la décision	Intitulé	Titulaire	Montant / objet	Service exécutant	CM du
MARCHES PUBLICS						
2021M01	27/01/2021	Accord-cadre pour la fourniture de produits d'entretien - lot 1	ORAPI	Montant maximum global : 165 000 €HT	Hygiène	03/05/2021
2021M02	28/01/2021	Accord-cadre pour la fourniture de matériels de pré-imprégnation - lot 2	PLG	Montant maximum global : 15 000 €HT	Hygiène	03/05/2021
2021M03	17/02/2021	Mise en fourrière et gardiennage des véhicules sur le territoire de la commune	BOURGOIN DEPANNAGE	Montant maximum global : 60 000 €HT	Police municipale	03/05/2021
2021M04	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 1 : Démolition	PAQUIEN	73 500 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M05	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 2 : Etanchéité	APC ETANCH	463500 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M06	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 3 : ITE Enduit	ALLOIN CONCEPT BATIMENT	55 500 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M07	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 4 : ITE Bardage	AN TOITURE	613 781,13 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M08	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 5 : Menuiseries	CBMA	364 000 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M09	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 6 : Métallerie	FERMETURES VISA	48 931,17 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M10	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 7 : Plâtrerie	EDP	45 821,97 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M11	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 8 : Plomberie	RABY	199 965,83 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2021M12	03/03/2021	Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Galilée GS1 Lot 9 : Electricité	MULTI ELEC	127 140 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
2019M06A1	31/03/2021	Maintenance des installations thermiques Avenant n°1 : Modification du prix unitaire du pellet de bois	SOMECI	Augmentation estimée à 711,60 €HT	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	03/05/2021
DECISIONS						
2021-03	10/03/2021	Mise en place des tarifs de capture des animaux errants ou en divagation		forfait de 50€	Police municipale	03/05/2021
2021-04	16/03/2021	Demandes de subventions dans le cadre du Contrat de Ville et du Dispositif de Réussite Educative		Montant total des demandes de subventions : 71 200 €	politique de la ville	03/05/2021
2021-05	29/03/2021	Convention avec le ministère de la justice, la commune et l'agence nationale des titres sécurisés relative à l'adhésion de la commune aux échanges dématérialisés de données d'état civil		Montant de 1110 € TTC pour la formation des agents et le paramétrage du progiciel Ciril	Direction vie citoyenne et grands projets	03/05/2021

M. le Maire : Nous allons passer au premier point de ce conseil municipal qui est le relevé des décisions. Sur ce relevé des décisions du Maire, y a-t-il des demandes d'intervention ? S'il n'y en a pas, je ne mets pas aux voix puisque c'est un prend acte. Je vous en remercie.

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 MARS 2021

M. le Maire : Je vais passer maintenant à l'approbation du procès-verbal du conseil municipal du 13 mars. Sur ce procès-verbal, y a-t-il des demandes d'intervention ?

Jean-Noël SALMON : Ce n'est pas sur le procès-verbal lui-même, c'est juste une demande :

pourrions-nous avoir communication des deux diaporamas qui ont été utilisés lors de cette séance pour la présentation du compte administratif et du budget ?

M. le Maire : Nous vous le ferons passer par voie électronique, toutefois, ils sont sur le site internet, Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Oui. Mais comme je n'ai pas envie de m'embêter à les télécharger, si vous pouviez me les envoyer. Merci.

M. le Maire : Vous téléchargerez quand même, parce que vu le poids, de toute façon, il va falloir qu'on vous les envoie...

Jean-Noël SALMON : Sur un site, c'est toujours plus compliqué pour moi, en tout cas.

M. le Maire : Je veux bien donner suite à votre demande.

Jean-Noël SALMON : Merci. Par ailleurs, à la suite de la réunion du conseil, je vous ai écrit le mois dernier pour vous indiquer que vous aviez oublié de joindre, à la convocation au conseil du 02 mars, le tableau présentant l'ensemble des indemnités perçues par les conseillers municipaux de cette ville.

M. le Maire : Cela tombe bien, parce que cela faisait l'objet du point suivant de ce procès-verbal. Si vous voulez bien, nous allons continuer sur l'approbation du procès-verbal de séance. Et puis, je vous ferai communication de cela ensuite.

Jean-Noël SALMON : Très bien.

M. le Maire : Sur le procès-verbal du conseil municipal, y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Pas d'autres demandes. Des remarques ? Alors, je le mets aux voix. Y a-t-il des abstentions ? Des votes « contre » ? Est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

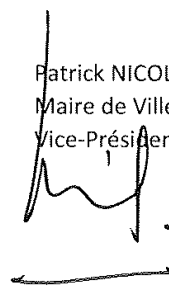

Etat des indemnités des élus pour l'année 2020

Conformément à l'article L2123-24-1-1 du Code général des collectivités territoriales, issu de l'article 93 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, vous trouverez ci-dessous les indemnités perçues par les élus au titre de tout mandat ou fonction, dès lors qu'ils ont été désignés pour représenter la commune.

NOM-PRENOM	FONCTION		Indemnité brute annuelle
	Mandat précédent	Mandat Actuel	
AROUI MOHAMED	CMD		1 316,72 €
CROS AURORE		CMD	1 227,96 €
CUVILLIER MICHEL	CMD		1 316,72 €
DADDA FARID	CMD		1 316,72 €
DI SANTO LAURENT		CMD	1 227,96 €
DOS SANTOS JACQUES	Adjoint	Adjoint	14 240,35 €
DURA JEAN-CHRISTOPHE	Adjoint	Adjoint	14 240,35 €
FAYET MICHEL	CMD		1 316,72 €
GAGET JULIEN		CMD	1 227,96 €
GENTHON GERARD		CMD	1 227,96 €
GUETAT CHRISTIAN	Adjoint	Adjoint	14 240,35 €
GUILLERMINET JEANNINE	CMD	CMD	2 544,68 €
GUSTO NADIEGE		Adjointe	6 773,35 €
IMBERT MICHEL	Adjoint		1 346,50 €
JOUBE DE GUIBERT EVELYNE	CMD		1 316,72 €
KOPFERSCHMITT CARINE	Adjointe	Adjointe	14 240,35 €
LORiot CARNIS MARYSE	Adjointe	Adjointe	14 240,35 €
LOUKILI SENHAJI BOUCHRA		CMD	1 227,96 €
MAS YVETTE	CMD		1 316,72 €
MAZARI ZINELABIDINE		CMD	1 227,96 €
MESLEM RACHID		Adjoint	6 773,35 €
NICOLE WILLIAMS PATRICK	Maire	Maire	40 829,64 €
PALKUS BERNADETTE	Adjointe		7 467,00 €
PENOT DANIELLE	Adjointe	Adjointe	14 240,35 €
TOURNOUX JOEL	CMD		1 316,72 €
TOUYERAS YVES	Adjoint	Adjoint	14 240,35 €
TUNCA MUSTAFA		CMD	1 227,96 €

Etat présenté au conseil municipal du 3 mai 2021.

Patrick NICOLE-WILLIAMS
Maire de Villefontaine
Vice-Président de la CAPE FONTAINE

M. le Maire : Effectivement, Monsieur SALMON, c'est un oubli, il n'avait pas été joint au conseil municipal. Je vous présente ce soir le tableau récapitulatif des indemnités des élus pour l'année 2020, c'est-à-dire sur ce début de mandat, qui se sont montées au total à 183 229, 73 euros dont 40 829,64 euros pour le maire, 122 042,65 euros pour les adjoints et 20 357,44 euros pour les conseillers municipaux délégués. Vous avez l'intégralité du tableau. Je précise que ces indemnités n'ont pas augmenté depuis le mandat précédent.

Jean-Noël SALMON : Pourquoi ne pas avoir joint ce tableau ?

M. le Maire : Je vous l'ai dit, Monsieur SALMON. C'est un oubli. Un simple oubli.

Jean-Noël SALMON : D'accord. Normalement, il est communiqué avant le conseil du vote du budget. Pas après.

M. le Maire : Oui.

Jean-Noël SALMON : Par ailleurs, en le lisant rapidement, je vous rappelle et c'est ce que vous aviez d'ailleurs écrit, ce sont les indemnités perçues par les élus au titre de tout le mandat ou fonction. Or, visiblement ne sont reprises ici que les indemnités perçues au titre des fonctions municipales.

M. le Maire : Oui.

Jean-Noël SALMON : C'est-à-dire essentiellement la mairie.

M. le Maire : Non. La loi oblige à faire communication au conseil municipal de toutes les indemnités perçues au titre des mandats ou qui concernent une représentation des municipalités. Les indemnités concernant, par exemple la CAPI, vous ont été communiquées lors de la présentation du budget de CAPI. Les indemnités concernant les représentations extérieures comme le SEMIDAO ou le SMND figurent bien dans ce tableau, puisque c'est un élu de la commune qui est élu au conseil d'administration, sauf pour la SEMIDAO, parce que c'est un mandat à part. Là, nous avons bien repris l'ensemble des rémunérations qui concerne les élus de Villefontaine au titre de leurs représentations de la commune dans diverses instances.

Jean-Noël SALMON : Cela n'apparaissait pas dans votre tableau.

M. le Maire : Cela a été vérifié.

Jean-Noël SALMON : Non. Je ne conteste pas le calcul. Simplement, pour la clarté, il aurait peut-être été intéressant de rajouter la fonction complémentaire.

M. le Maire : Nous avons déjà fait un effort, puisque nous vous l'avons dit : nous vous avons mis la fonction qui était exercée sur le mandat précédent et sur le mandat actuel. Vous voyez que Madame CROS n'était pas élue sur le mandat précédent, que Monsieur CUVILLIER a été élu sur le mandat précédent. Il n'est plus sur ce mandat-ci. Mais nous vous avons quand même mis l'état de la rémunération annuelle au titre de l'année 2020, puisqu'il y a eu une moitié d'année qui a été faite par l'ancienne équipe, et une moitié par la nouvelle. Nous avons fait le distinguo. Mais vous avez bien la totalité des rémunérations perçues par les élus sur l'ensemble de l'année 2020. De toute façon, ce tableau vous sera communiqué.

Jean-Noël SALMON : Juste pour l'anecdote. Vous avez fait un effort de transparence que je souligne, puisque vous avez bien mis l'ensemble de l'année 2020 alors qu'à la CAPI, par pudeur, le tableau commence au mois de juillet.

M. le Maire : Monsieur SALMON, je ne suis responsable que de ce qui se présente à Villefontaine, et non de ce qui se présente à la CAPI.

2. LE GROUPEMENT DE COMMANDE DE LA CAPI SUR LES ASSURANCES DE CONSTRUCTION TOUTS RISQUES CHANTIER ET DOMMAGE OUVRAGE

M. le Maire : Nous passons à la deuxième délibération de ce conseil municipal, qui concerne le groupement de commande de la CAPI sur les assurances de construction tous risques chantier et dommage ouvrage. La CAPI propose à l'ensemble des communes membres de créer un groupement de commandes en matière d'assurance de construction, pour les garanties tous risques chantier dommage ouvrage. Tout cela est pour vous faire bénéficier bien entendu de tarifs plus avantageux et de n'avoir qu'un seul interlocuteur sur des garanties que nous aurons conclues conjointement. Dans le cadre de la consultation à lancer et compte tenu de l'autonomie de chacun des contrats, par rapport aux uns aux autres, le contrat n'est constitué que pour mener à bien la procédure de consultation : nous proposons que ce soit la CAPI qui soit coordinateur de groupement, chaque acteur étant ensuite responsable de l'exécution du marché qu'il aura conclu.

Pour simplifier la procédure, nous proposons que ce soit la compétence de la commission d'appel d'offres instituée par la CAPI qui soit retenue, sachant que l'ensemble des frais générés par la passation de ce contrat sera pris entièrement en charge par la CAPI. Les agents des membres du groupement compétent en matière, faisant objet de cette consultation pourront s'ils le souhaitent participer et assister à la CAO. Ces contrats consistent en l'obtention de contrats pour tous les risques chantier. Tous risques chantier, ce sont des

contrats qui visent à couvrir l'ensemble des dommages pouvant intervenir en cours de chantier. Ensuite, la garantie constructeur non-réalisateur couvre la responsabilité du maître d'ouvrage si l'ouvrage est vendu à un tiers pendant la période de garantie décennale et enfin un dommage ouvrage qui permet de financer la réparation de certains dommages qui affectent la construction, avant d'avoir déterminé les responsabilités. Ensuite, la commune de Villefontaine sera libre bien entendu d'assurer ou non ces opérations de construction, sauf ce qui concerne les dommages ouvrages qui sont obligatoires et de souscrire tout ou partie des garanties proposées. Contrat conclu pour une durée totale de quatre années, soit un an renouvelable trois fois. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. S'il n'y en a pas, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire : Arrivée de Madame LOUKILI-SENHAJI Bouchra, si vous voulez bien noter.

3. AMÉNAGEMENT DU PATIO : UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE, LA CAF ET LA CPAM

M. le Maire : La délibération suivante concerne encore un groupement de commandes sur le même principe qui, cette fois-ci, va être passé entre la commune, la Caisse d'Allocation Familiale et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Vous savez que, dans le cadre de l'aménagement du Patio, nous avons créé divers espaces dont un pour un espace de coworking – nous aurons l'occasion d'en reparler au cours de ce conseil – et deux surfaces distinctes pour deux organisations qui sont la CAF et la CPAM, de surface de 565 mètres carrés pour la CAF et 385 mètres carrés pour la CPAM, surfaces qui ont été livrées hors aménagement. La commune propose à la CAF et à la CPAM de créer deux groupements de commandes dans le cadre des travaux d'aménagement pour coordonner les travaux d'agencement, les travaux du système de climatisation et de chauffage. Même chose que pour la délibération précédente, ces groupements ne sont constitués que pour la procédure de passation du marché. La CPAM et la CAF seront désignées coordinateurs et les frais générés par la passation de ces contrats sont entièrement pris en charge par la CAF et la CPAM. Vous avez au dos de la délibération, Mesdames et Messieurs les Conseillers, le coût des opérations d'aménagement respectif pour la CAF et la CPAM, qui sont identiques. Je vous demande, ce soir, d'approuver l'adhésion de la commune à ces deux groupements de commandes pour la réalisation de l'aménagement intérieur du Patio. Y a-t-il des demandes d'intervention ? S'il n'y en a pas, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

4. MISE À DISPOSITION D'AGENTS DE POLICE MUNICIPALE – AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES COMMUNES DE VILLEFONTAINE ET ROCHE

M. le Maire : La délibération suivante est un avenant à la convention de mise à disposition d'agents de police municipale entre les communes de Villefontaine et de Roche. Vous le savez, les communes de Villefontaine et de Roche ont passé une convention pour que les agents de police municipale de Villefontaine assurent certaines missions à la demande du Maire de Roche, à raison de trois heures par semaine. Compte tenu de l'augmentation d'un certain nombre de charges, nous avons proposé à la commune de Roche une augmentation du coût horaire d'un agent de police municipale de passer à 31,50 euros, le reste de la convention demeurant inchangé. J'ajoute que, pour avoir rencontré dernièrement le Général TREHIN qui est Commandant de groupement départemental de l'Isère et suite à un échange que nous avons eu avec le Cabinet du Ministre de l'Intérieur, ces conventions de mutualisation sont très largement encouragées par le Ministère, fussent entre des communes qui n'appartiennent pas au même EPCI, voire à des communes qui ne seraient pas dans le même département. Ce qui compte, c'est la proximité et le fait qu'elles soient limitrophes. Donc, nous avons été, quelque part, un peu précurseurs, en passant cette convention avec la commune de Roche. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

5. APPROBATION DE LA CHARTE D'UTILISATION DES RESSOURCES INFORMATIQUES DE LA COMMUNE

M. le Maire : Je vous propose, maintenant, Mesdames, Messieurs, d'adopter une charte d'utilisation des ressources informatiques de la commune. Le contexte actuel de multiplication des cyberattaques et des vols de données informatiques, qu'elles soient professionnelles ou personnelles, rend nécessaire la détermination d'une politique stricte en matière de sécurité informatique et des systèmes d'information et de communication de la commune. Nous vous proposons, dans ce cadre, d'adopter une charte qui s'appliquera à tout utilisateur de matériels ou de ressources informatiques mis à sa disposition par la commune de Villefontaine, que ce soit les agents, que ce soit les élus, que ce soit des prestataires extérieurs ou les entreprises qui pourraient intervenir et qui en auraient besoin. Cette charte a été présentée en comité technique le 25 mars 2021 et a obtenu un avis favorable à l'unanimité. J'ajoute, pour terminer, que vos remarques lors de la commission, Monsieur SALMON, ont été prises en compte et que nous avons harmonisé la dénomination des utilisateurs. Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Jean-Noël SALMON : Oui. C'est une demande complémentaire. Nous avons, dans un précédent conseil, approuvé la charte d'utilisation du wifi dans les centres sociaux de la ville. Aujourd'hui, c'est l'harmonisation de la charte pour les utilisateurs administratifs, au sens large. Qu'en est-il de l'utilisation des ressources dans les écoles ? Est-ce qu'elles sont couvertes par cette charte ? Est-ce que vous envisagez un autre dispositif complémentaire ?

M. le Maire : Dans les écoles, nous n'avons pas de personnel. Il y a une partie de la responsabilité qui incombe à l'Éducation Nationale, pour ce qui concerne le personnel de l'Éducation Nationale. Le reste du personnel qui travaille dans les écoles pour le compte de la mairie, utilise très peu de ressources informatiques. Je crois qu'elles ont simplement des tablettes indépendantes pour faire le pointage.

Jacques DOS SANTOS : C'est cela. Ils ont juste les tablettes. Ils n'ont pas accès à toutes les ressources. Normalement, c'est assez hybridé pour qu'ils ne puissent pas y accéder.

Jean-Noël SALMON : Nous avons une subvention GIP pour la distribution de tablettes aux enfants, de mémoire. Ils l'utilisent dans l'école ou à la maison ? Parce que c'est plutôt l'accès au réseau existant dans les écoles, de mon point de vue, qui devrait être ouvert.

M. le Maire : Cette charte, comme je vous l'ai dit, s'applique à l'ensemble des agents, des élus, des prestataires extérieurs, etc., qui viendraient à utiliser les ressources informatiques de la commune, que ce soit du matériel ou que ce soit des connexions aux réseaux, aux divers serveurs, etc. Cela couvre, par extension, nos personnels qui travaillent dans les écoles. Concernant les tablettes du GIP, c'est différent, puisque c'est l'Éducation Nationale qui a financé les tablettes qui sont mises à disposition d'élèves qui ne peuvent pas avoir de ressources informatiques propres. La délibération que nous allons prendre ce soir, consiste à verser une subvention au GIP pour payer les protections de ces tablettes qui n'étaient pas incluses dans la dotation initiale. Ce sont deux choses totalement dé-corrélées, Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Je l'avais remarqué. Merci Monsieur le Maire. Je l'avais lu. Je vous remercie de la précision. Mais cela ne m'avait pas échappé. Simplement, ma question, je redis : nous avons une charte d'utilisation sur le réseau wifi et des précautions que nous demandons à nos utilisateurs des réseaux wifi des centres sociaux.

M. le Maire : Oui.

Jean-Noël SALMON : La question que je pose, qui est assez naïve, c'est juste : quid des réseaux existants ou à exister dans les écoles. Comment régulons-nous ? Qu'est-ce que nous demandons à ces utilisateurs ? Est-ce couvert par cette charte ou pas ?

Jacques DOS SANTOS : Dans les écoles, pour l'instant, il n'y a pas de réseau wifi en libre-service ou même en utilisation pour les enfants. Le seul groupe scolaire qui l'a, c'est le GS1 avec des tablettes que nous avons fournies. Ce n'est pas celles du GIP, c'est depuis l'année dernière. Il rentre dans le réseau global de la mairie, sachant que tous les groupes scolaires, quand ils se connectent, se connectent par l'intermédiaire d'un serveur du rectorat, géré par le rectorat, qui nous autorise ou pas à l'accès à certains sites, qui est remis à jour toutes les nuits. C'est complètement transparent. Nous n'avons pas accès, sachant que notre seule condition est que notre service informatique passe par ce serveur, pour pouvoir accéder à internet, qui bride parfois certaines choses, pour notamment les directeurs d'école, qui n'ont pas toujours accès à tout ce qu'ils veulent parce que le serveur coupe des choses qu'il ne devrait pas couper, etc. Mais cela est mis à jour, tous les jours. Nous n'avons pas du tout accès. C'est relativement bien protégé.

Khalid HALLOUL : J'aurais une question sur le deuxième volet. C'est bien la charte, parce que cela a le mérite de formaliser les choses. Mais est-ce que vous avez pensé aussi à mettre en place des actions de sensibilisation vis-à-vis des agents ? Parce que cela reste quand même un point très important. Effectivement, vous avez raison de dire que les attaques se multiplient et les hackers font preuve de créativité hyper débordante et une charte ne suffit pas. Je pense qu'une sensibilisation à l'utilisation d'internet et autres serait nécessaire.

M. le Maire : Très bien. Je pense que c'est prévu justement dans les actions de formation globales. Oui. Tout à fait. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

6. COMMUNE RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES D'AUVERGNE RHÔNE-ALPES SUR LA GESTION DE LA CAPI AU COURS DES EXERCICES 2013 A 2019

M. le Maire : Nous allons passer à un sujet qui risque de prendre un tout petit peu plus de temps. C'est le rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion CAPI de 2013 à 2019. La communauté d'agglomération a fait l'objet, entre 2019 et 2020, d'un contrôle de la Chambre régionale des comptes sur sa gestion au cours des années 2013 à 2019. Suite à ce rapport, les communes membres de l'EPCI doivent communiquer à leur conseil municipal, dès le premier conseil qui suit le rendu du rapport à la communauté d'agglomération, de ces remarques. Vous allez donc avoir, ce soir, un condensé des points sur lesquels a porté ce rapport et les quelques observations qui ont été faites. Les investigations ont porté sur la régularité budgétaire, la fiabilité des comptes, la situation financière de la CAPI, la gestion interne de la commande publique, la gestion des ressources humaines, la politique d'investissement de gestion du patrimoine et l'éclairage public. Il n'y aura pas de vote,

puisqu'il s'agit simplement de prendre acte des observations de ce rapport. J'ajoute que le rapport complet fait une centaine de pages et il a été joint à la convocation sous forme électronique, à l'ensemble des élus du conseil municipal, mais vous n'aurez ce soir qu'un résumé pour ne pas trop alourdir le conseil.

Le contrôle engagé en septembre 2019 concerne les exercices de 2013 à 2019. Je viens de le dire, je ne vais pas refaire sur les différents points. Un rapport provisoire a été rendu fin juillet 2020, auquel la CAPI a répondu en septembre. Le présent rapport définitif doit faire l'objet de débats en conseil communautaire, qui a eu lieu au dernier conseil communautaire et la Chambre régionale des comptes a transmis ce rapport aux différents Maires de la collectivité, qui devront le présenter au prochain conseil municipal. C'est ce que je viens de vous dire.

Par rapport à l'ensemble des éléments contrôlés, quelques observations ont été formulées en matière de mutualisation, de fiabilité des comptes de gestion interne ainsi que concernant l'investissement lié à la plateforme ASTUS. Vous allez avoir, sur les diapositives précédentes, sur l'ensemble de ces points, les remarques correspondant à des problématiques connues. Ce sont les réponses de la CAPI et pour lesquelles des actions correctives avaient d'ores et déjà identifiées ou mises en œuvre. La conclusion globale de ce rapport est que la situation financière de la CAPI est jugée satisfaisante avec des taux d'épargne élevés, même si cette situation doit être relativisée à l'avenir, au regard de la crise actuelle, de l'évolution des mécanismes nationaux de péréquation. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Les recommandations formulées. La première était de respecter les stimulations relatives au suivi de la convention de service commun des systèmes d'information, ce que nous avons appelé la mutualisation. Vous l'avez en haut, en gras, à chaque fois, sur chaque diapositive, l'observation de la Chambre régionale des comptes et, en italique, en dessous, la réponse qu'a apportée la CAPI.

Le bilan d'activités annuelles a été prévu à l'article 6-2 de la convention. Un pointage précis des interventions menées pour chaque collectivité et réalisées donne lieu à un réajustement annuel de la refacturation. Afin de clarifier le suivi, un projet d'actualisation du système de conventionnement et de refacturation est inscrit au schéma directeur des systèmes d'information pour 2021.

En matière de gestions de ressources humaines : Respecter la réglementation en matière de temps de travail. Vous savez que toutes les collectivités doivent revenir, au 1er janvier 2022, à un temps de travail effectif de 1607 heures par an. Le travail est engagé afin de mettre en place un temps de travail effectif de 1607 heures, au 1er janvier 2022, par la CAPI. Il est accompagné par un prestataire en cours de sélection. Je ne vais pas m'attarder davantage là-dessus, l'important étant que la CAPI est engagée dans ce travail de régularisation.

En matière de ressources humaines toujours : Respecter la réglementation en matière de recrutement des agents publics. C'est le recrutement de contractuels, qui est reproché à la CAPI. La CAPI précise que cela n'a jamais été une priorité ni une politique délibérée. Cela traduit simplement une difficulté rencontrée sur certains recrutements, sur des profils particuliers. La CAPI a d'ores et déjà formalisé des procédures de recrutement plus transparentes et de nature à respecter le principe d'égal accès aux emplois publics. Même chose : les actions correctives sont en place.

En matière de gestion financière : Fiabiliser les annexes budgétaires et assurer la cohérence des comptes administratifs avec les comptes de gestion. Là, il y a eu clairement l'analyse des anomalies de transposition dans le logiciel financier qui est utilisé par la CAPI. Il y a un travail qui est fait avec le prestataire, pour corriger ces anomalies. Les différences relevées concernaient entre la répartition des emprunts entre le budget principal et le budget annexe et les écritures d'ordre, notamment. Elles sont en cours d'analyse avec la trésorerie et feront l'objet d'un ajustement nécessaire pour 2021.

Remarque numéro 5 : fiabiliser les modalités de constatation et de reprise des provisions. La Chambre relève des provisions qu'elle estime non adaptées ou inexistantes, notamment en termes de contentieux. En matière de contentieux, les provisions sont évaluées aux vues du risque et non aux vues des demandes formulées par les parties adverses. Il peut donc y avoir des appréciations différentes entre le montant des provisions porté au compte et ce que peut évaluer la Chambre régionale des comptes, qui n'a pas forcément la totalité de la connaissance du risque encouru. Au demeurant, en fonction de l'évolution des risques, certaines provisions sans objet pourront sans doute être reprises. C'est la réponse de la CAPI.

C'était les remarques qui ont été faites. Sur le reste, ce sont des remarques ou observations contenues dans le rapport, mais qui n'ont pas fait l'objet de recommandations spécifiques. Quand la Chambre émet une recommandation, il faut apporter des actions correctives. Lorsqu'elle fait une remarque ou une observation, c'est simplement pour encourager la collectivité à mieux faire. Mais ce n'est pas forcément une injonction.

La mutualisation est jugée limitée par la Chambre. Ce phénomène s'exprime par l'intégration poussée d'une intercommunalité issue de l'ancien SAN et par l'absence de ville centre. Nous le savons, la CAPI est une collectivité un peu atypique. De nombreuses actions ont été conventionnées avec les communes et concourent à une mise en commun de moyens non négligeables, en lien avec le projet de territoire en cours d'élaboration. La mutualisation est un axe fort du nouveau mandat. D'ailleurs, pour servir cette ambition, il y a eu la nomination d'un Conseiller délégué en charge de la mutualisation et recrutement d'une Chargée de mission « mutualisation » qui travailleront à l'élaboration d'un nouveau schéma de mutualisation.

Frais de mission et restaurant : Il y a eu des irrégularités mineures qui ont été relevées. Les procédures internes de gestion de ces frais ont d'ores et déjà été repensées. Il y a eu trois délibérations en date du 17 décembre 2020 et une note de service qui listent les règles applicables pour le contrôle des justificatifs, sera rédigée.

Une remarque sur l'utilisation des véhicules de service et de fonction. Il s'agit d'une mauvaise interprétation de la CRC sur l'attribution des véhicules qui étaient bien limitativement énumérés dans un règlement intérieur et attribués conformément à la réglementation. Une délibération a été adoptée, là encore, par le conseil communautaire en séance du 17 décembre 2020, pour clarifier la liste des bénéficiaires des véhicules de fonction, des véhicules de service avec remisage permanent à domicile ainsi que les modalités d'attribution de ces véhicules. Elle sera mise à jour annuellement.

Versement irrégulier d'astreintes et de frais de déménagement et d'augmentation du régime indemnitaire d'ancien DGS. Ces irrégularités proviennent d'agissements dissimulés de l'ancien DGS. Elles ont été découvertes à l'occasion de sa décharge de fonction. La CAPI a d'ores et déjà procédé à la régularisation des astreintes indûment perçues par l'ancien DGS entre septembre 2017 et juin 2018, en émettant un titre de recette. Concernant les frais de déménagement, la procédure n'était pas adaptée. Mais le montant versé est correct.

Rattachement de la Direction de la communication Cabinet : Le rattachement de la Direction de la communication sera modifié et rattaché au DGS, lors du comité technique de juin 2021.

La tenue du dossier des agents : Certains dossiers ne sont effectivement pas à jour et le nécessaire est en cours pour corriger cela.

Les entretiens professionnels des agents : La dématérialisation vient d'être déployée. Cela permettra une traçabilité complète.

Le régime indemnitaire : Certains points, notamment indemnité de chaussures, petits équipements sont réglés depuis plusieurs années.

Le caractère irrégulier de la prime de fin d'année – ce n'est la prime de fin d'année qui est irrégulière ; ce sont les modalités d'affectation – issue d'une gestion relevant du SAN nécessite d'engager un travail, afin de résoudre la fragilité de cet avantage et de l'intégrer dans le cadre du régime indemnitaire de la collectivité, notamment le RIFSEEP. Concernant le RIFSEEP, sa mise en place par le DGS de l'époque, et avec quelques non-conformités de la réglementation qui en découle ont justifié une régularisation par délibération du 25 juin 2019, pour autant cette délibération n'a pas permis d'apporter toutes les modifications qui auraient été nécessaires notamment s'agissant de la définition du groupe de fonction. Un travail de fond sera mené pour une mise en place en 2022, pour régulariser cela.

Les dernières remarques concernent un recours abusif au contrat saisonnier. Là, c'est pareil. C'est encore une interprétation de la Chambre régionale des comptes. Les remarques ne portent pas sur l'opportunité de recrutement, mais sur les motifs juridiques. Ces postes seront donc intégrés au tableau des effectifs, pour fiabiliser ce motif de recrutement.

Concernant les mises à disposition régulières, c'est le statut des agents qui est reproché à la CAPI. Ces situations sont d'ores et déjà régularisées avec un agent qui a été mis à disposition, aujourd'hui titularisé et le départ de l'agent contractuel qui occupait un poste de DGA, mais qui n'était pas sur de l'emploi fonctionnel.

Pour terminer, la plateforme ASTUS. Le déséquilibre du budget trouve une partie de son origine sur la livraison des infrastructures et sur l'écueil rencontré dans la mise en œuvre du mode de gestion initialement envisagé. La CAPI a lancé un appel à candidatures qui a abouti, le 17 décembre, à la sélection de l'entreprise VIEO HABITAT pour une mise à disposition de la plateforme. Cette période d'occupation sera mise à profit pour réaliser, comme le préconise la Chambre, une étude afin d'évaluer le devenir de cet équipement et la pertinence de son maintien dans ses fonctions actuelles, au regard des besoins du territoire.

En parallèle, conformément aux recommandations de la Chambre, la clôture de ce budget annexe est à l'étude en lien avec les services de l'État. Il est ainsi appelé à évoluer, notamment, en passant du statut de SPIC à celui de SPA, avec intégration au budget général.

Conclusion générale : La situation financière de la CAPI est satisfaisante. Sur la période 2014-2019, l'excédent brut de fonctionnement comme la capacité d'autofinancement ont été largement améliorés. La CAPI a respecté ses engagements du pacte financier conclu avec l'État. Vous vous souvenez que nous devons limiter les dépenses de fonctionnement à une augmentation de 1,27 % par an et limiter nos recours à l'emprunt. La Chambre note, toutefois, qu'au regard de l'incidence de la crise sanitaire, la soutenabilité de la politique d'investissement doit faire l'objet d'une nouvelle appréciation par la CAPI. Je pense que c'est le cas de toutes les collectivités de France. Une analyse rétrospective et prospective a été réalisée. Elle permettra d'inscrire les ambitions du projet de territoire en cours de rédaction dans un cadre financier clarifié au regard des effets la crise COVID-19. La bonne santé financière, les relations opérées sur le précédent mandat permettront à la CAPI de faire face à cette situation. Toutefois, afin de préserver ses capacités d'investissement, un plan d'économie progressif sera nécessaire. Je peux même vous rajouter qu'il devra s'élever à hauteur de cinq millions d'euros. Voilà, Mesdames, Messieurs, les Conseillers municipaux, je vous ai fait lecture du rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion de CAPI 2013 à 2019 et je demande au conseil d'en prendre acte, ce soir.

Jean-Noël SALMON : Vous auriez été déçu si je n'avais pas pris la parole.

M. le Maire : Oh, pas du tout !

Jean-Noël SALMON : Plus sérieusement, sur la gestion de la CAPI. C'est toujours bien de commencer un mandat avec un rapport de la Chambre régionale des comptes. La Chambre régionale des comptes en fait à peu près tous les six, sept ans, sur la CAPI, toujours à cheval sur un mandat. Là, cela couvre la fin du mandat 2008-2014 et le début du mandat 2014-2020. C'est une pratique courante chez eux. C'est toujours intéressant, parce que cela permet de remettre les choses au point et de voir un peu sur quoi nous nous baserons pour les années futures. Je voudrais d'abord relevé une anecdote, parce que cela transparaît tout au long du rapport de la CRC, c'est l'absence de pilotage de cette collectivité qui pourtant est importante en volume financier et importante aussi pour notre vie quotidienne. Il a fallu l'enquête, la présence sur place des agents de la CRC, des magistrats instructeurs, pour que le Président se rende compte des irrégularités de rémunération de son DGS, qu'il avait lui-même recruté. D'ailleurs, cela transparaît à quelques points dans le rapport : ce DGS recruté par Jean PAPADOPULO n'avait avec la réglementation que des rapports un peu lointains notamment en ce qui concerne sa propre rémunération. Ce qui a conduit à sa décharge de fonction, mais après que le constat ait été fait par la CRC et à des demandes de remboursement. Absence de pilotage aussi, nous le voyons sur le service mutualisé dit Direction des services informatiques, qui n'est pas mutualisé avec l'ensemble des communes, puisque par exemple, Villefontaine n'a pas adhéré à cette mutualisation, mais qui concerne de grosses collectivités que sont la ville Bourgoin, son CCAS et la ville de La Verpillière. Là, la CRC nous dit : « Il n'y a pas de connaissance réelle des coûts. Les communes paient des factures sans en connaître le détail et un important travail reconnu d'ailleurs par le Président lors de la réunion de mars doit être effectué pour remettre à plat les comptes de ce service mutualisé. » Je suis plutôt partisan de la mutualisation des services supports au niveau de l'intercommunalité. Mais il va falloir que la CAPI fasse quand même de gros efforts pour que cette mutualisation soit un peu sexy, que nous ayons envie d'y adhérer.

Par ailleurs, en sept ans, soit sur la période 2013-2019, la CRC relève que la CAPI a mené à bien un programme d'investissement et de travaux d'un peu moins de 90 millions d'euros, ce qui est honorable, ce qui correspond sans doute aux besoins du territoire. Mais je constate aujourd'hui qu'en début de mandat, le Président PAPADOPULO et son exécutif nous ont annoncé un programme d'investissement pour six ans de 145 millions d'euros. Plus de 50 %. Serons-nous vraiment capables de mener à bien un programme d'investissement une fois et demi supérieure, en capacité financière, en capacité organisation ? Pour l'instant, nous n'avons pas la réponse. La programmation pluriannuelle des investissements n'a pas encore été présentée. Mais nous avons déjà les intentions. Je m'interroge sur la capacité même, physique, à mener à bien ce plan.

Enfin, je voudrais en terminer par la plateforme ASTUS, d'abord parce qu'elle est située à

Villefontaine, mais aussi parce que c'était un des éléments différenciant de notre collectivité dans sa stratégie de développement. En 2019, la CAPI a engagé un grand travail, un travail assez important, intéressant de développement de la filière dite construction durable. En gros, nous parions sur la sortie du tout béton au profit de matériaux alternatifs : la terre, le bois, peut-être le métal, que sais-je, et surtout de nouvelles méthodes utilisant moins d'eau, utilisant moins d'énergie, la particularité des bâtiments également. Et à proximité des grands ateliers, la plateforme ASTUS devait accueillir des entreprises pour l'expérimentation de ces procédés ou de ces matériaux, les tests d'industrialisation de ces procédés. Mais clairement, ce projet n'a pas été piloté de bout en bout, puisqu'il a accumulé les retards, les industriels partenaires qui étaient regroupés au sein du pôle innovation constructive ont lâché l'affaire pour des raisons diverses, dont celle des changements de stratégie de leur groupe. Nous sommes d'accord, mais nous n'avons pas réussi à trouver d'autres partenaires industriels et la plateforme en a pâti et a été livrée avec plus de quatre ans de retard. Au final, c'est d'ailleurs dit dans votre diaporama, ce qui devait être un outil de développement de la filière, un endroit où nous expérimentons, où nous travaillons, où nous allons un peu plus loin que les savoir-faire actuels, n'est devenu ni plus ni moins qu'une halle industrielle qui est louée, heureusement, par une entreprise qui fait des choses d'ailleurs assez intéressantes, mais qui est louée, nous dit la Chambre régionale des comptes, en dessous de son prix de revient. Au final, ce qui devait être un outil de développement n'est qu'un bâtiment parmi d'autres, certes très joli, avec des outils intéressants, dont un pont levant tout à fait performant, mais nous avons perdu le caractère d'expérimentation et de développement. Je trouve que c'est représentatif de ce qu'est la CAPI, aujourd'hui. La CAPI, je l'ai dit lors du vote du budget a perdu de vue son objectif qui est de contribuer au développement économique, social et humain de notre territoire. Elle gère plutôt bien, en dehors des quelques points qui ont été vus, c'est bien géré, les équipements sont corrects, mais nous ne faisons plus de développement. Nous avons perdu cette envie d'avancer, cette envie d'entrer. Personnellement, je le regrette. Je trouverais dommage que cette période de début de mandat ne soit pas le moment où nous retrouvons tous collectivement une envie d'avancer et non plus simplement de gérer.

M. le Maire : Bien. Monsieur SALMON, deux mots si vous me le permettez. D'abord, pardonnez-moi : j'avais beau appuyer sur le bouton, la dernière page ne s'est pas affichée. Il y avait aussi une observation sur l'éclairage public.

La Chambre des comptes, sur ce sujet, reproche que l'indicateur qui est utilisé par la CAPI ne soit pas suffisamment indicatif – pour un indicateur, c'est quand même grave – en ce sens qu'il n'indique pas le nombre de kilomètres éclairés. Mais la CAPI n'a jamais jugé que c'était un indicateur utile et préfère compter en nombre de points lumineux. La mise en place d'une GBAO devrait améliorer la présentation des choses. Mais c'est une enquête nationale de la Cour des comptes. Ils ont décrit 12 pages rien que sur ce sujet et c'est quasiment autant que le reste de l'analyse financière, mais cela ne met pas en avant une mauvaise gestion de ces

compétences par la CAPI.

Sur votre interprétation, Monsieur SALMON, vous ne serez pas étonné si je vous dis que je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Sur l'absence de pilotage, j'ai été là, à ce moment-là. Je peux vous dire que le Président PAPADOPULO, ce n'est pas parce qu'il y avait des contrôleurs de Chambre régionale des comptes qu'il a pris la décision de décharger l'ancien DGS.

Jean-Noël SALMON : C'est lui qui nous l'a dit.

M. le Maire : Il se trouve que bien entendu, une fois qu'il y a eu la décharge de fonction, les contrôleurs de la Chambre régionale des comptes sont allés voir les raisons pour lesquelles le Président avait dû en arriver à cette extrémité, parce que ce n'est quand même pas un acte anodin de décharger de fonction un Directeur Général des services d'une collectivité comme cela. Effectivement, derrière, ils ont dû écrire ce qu'ils avaient trouvé. Mais cela n'a rien à voir.

Sur la mutualisation, je partage votre avis. Cela arrive, vous voyez ! Si Villefontaine n'a pas adhéré à la mutualisation des services informatiques, c'est parce que nous avons eu le sentiment dès le début que c'était une usine à gaz, que nous n'y retrouvions pas nos petits, que nous n'étions pas garantis d'une qualité de service que nous attendions et qu'on nous proposait surtout un catalogue de prestations payantes, bien entendu, à choisir, à picorer plutôt qu'une véritable stratégie de mutualisation. Nous l'avons vu, tout à l'heure, les services informatiques occupant une place stratégique à l'intérieur d'une collectivité, nous avons fait le choix de ne pas y aller, en disant : « C'est trop tôt et cela ne correspond pas à nos attentes. » Pour autant, nous ne sommes pas fermés à la mutualisation dès lors que nous aurons les réponses à ce type d'interrogation.

Sur les investissements de CAPI pour le mandat à venir. Je me souviens très bien de votre intervention à la CAPI, ce soir-là. Je me souviens aussi de la réponse que vous a fait le Président. La majorité et vous l'avez dit, vous-même, sur trois équipements, on consomme quasiment 70 % de l'investissement du mandat. Ces trois investissements sont la piscine à Bourgoin-Jallieu, le conservatoire à rayonnement départemental qui se trouve à Bourgoin-Jallieu, mais qui est un conservatoire à rayonnement départemental et qui a aussi une antenne sur Villefontaine et enfin le méthaniseur. Ce sont trois projets ambitieux, qui ont été lancés sur le mandat précédent et qui vont trouver leur aboutissement sur celui-ci. Ce n'est pas étonnant que cela gonfle l'enveloppe. Mais puisque ce sont des investissements conséquents, des investissements sur lesquels nous allons capter des subventions tout aussi substantielles et qui feront que le reste à charge, en termes d'investissement pour la CAPI, reviendra sans doute à des proportions plus conformes à celles que vous avez eues sur le mandat précédent.

Sur la plateforme ASTUS, je serais tenté de dire que « qui ne risque rien ne risque rien. » Oui, c'est vrai. La CAPI a fait le pari de doter la collectivité d'un élément différenciant pour dire : « Il y a une filière, là, qui est en développement, qui est la construction durable. Il est bien que ce territoire qui est classé TEPOS, qui était TCEPC, engagé dans une démarche de développement durable... » Ce qui a été salué, d'ailleurs, par l'ancienne Ministre du Développement durable, Madame Ségolène ROYAL, qui a fait royalement un chèque de deux millions à Jean PAPADOPULO. Il se trouve que quand nous sommes dans une filière en voie de développement et nous savons très bien qu'en fonction des politiques menées par les gouvernements, si les aides, les substances, les soutiens changent, les industriels peuvent se désengager. C'est exactement ce qui s'est passé à ce moment-là. Vous l'avez souligné vous-même et j'en suis d'accord. Par contre, ce projet avait pris du retard. S'il n'avait pas pris autant de retard pour des raisons qui sont complètement indépendantes de la collectivité, peut-être les partenaires industriels auraient été là au bon moment et que nous n'aurions pas été dans ce flou qui fait qu'aujourd'hui, nous avons un bâtiment qui cherche son avenir. Pour autant, je crois que cette filière va revenir, un peu plus tard, sur le devant de la scène quand nous voyons l'actualité internationale et je ne doute pas que nous finissions par trouver une utilisation intéressante à ce bâtiment.

Enfin, je vais terminer sur le manque d'ambition, de développement économique, social et d'attractivité du territoire, parce qu'avec la casquette qui est la mienne aujourd'hui, je ne peux pas vous laisser dire cela. La période d'observation de la Chambre régionale des comptes va de 2013 à 2019. Nous sommes bien d'accord. Je pense que vous vous souvenez que nous avons eu un choc économique en 2018, qui a provoqué un net ralentissement de l'activité économique partout en France. Là où les EPCI voisins avaient des taux de croissance, entre 2008 et 2014, qui stagnaient, qui arrivaient péniblement à 1 %, cette collectivité a eu un taux de croissance de plus de 3 %. Si ce n'est pas le signal d'un territoire dynamique, je ne sais pas ce qu'est un territoire dynamique. Nous avons aujourd'hui un territoire qui a la plus grosse attractivité économique de toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, qui est le deuxième pôle économique de la région. J'en veux pour preuve – ce sont des données que j'ai maintenant, avec ma casquette de Vice-président au développement économique – que nous avons une carence du foncier commercial disponible, qui est dramatique. Nous n'avons plus de la disponibilité foncière pour accueillir des entreprises de taille importante. Donc, il va falloir que nous continuions à travailler sur des spécificités, en accueillant plutôt de la recherche et développement de nos trucs. Nous sommes aujourd'hui premier pôle logistique de France et deuxième en Europe. C'est bien. Il y a un schéma de développement sur la plaine de Saint-Exupéry, qui va permettre d'accueillir encore quelques activités logistiques et, là, elles sont plutôt bien placées. Sur le reste du territoire de la CAPI, il faudra que nous gérons » notre patrimoine disponible avec parcimonie et intelligence, parce que justement nous sommes un territoire extrêmement dynamique. Je voulais juste vous faire ces précisions en réponse à vos commentaires. Oui. Nous n'allons pas nous répondre toute la soirée, quand

même !

Jean-Noël SALMON : Non. Je ne mets pas en cause la dynamique économique de notre territoire. C'est un fait. Je dis simplement que l'institution CAPI n'est plus dans une logique de développement économique, social et humain, dans l'exercice de ses compétences. C'est sans doute une différence d'appréciation politique qui nous sépare. Mon constat sur les politiques mises en œuvre par la CAPI, je ne vois pas d'envie de développement. Que l'attractivité du territoire soit réelle, certes. C'est un fait. C'est le résultat de 40 ans de politique de développement, de politique d'aménagement. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Notre territoire a une croissance, a une dynamique propre. Mais je conteste les fondamentaux de la politique de l'Institution. Voilà qu'elle est notre différence.

M. le Maire : Notre différence ne s'arrête pas là. Mais elle est déjà là. Je dis que si la dynamique d'un territoire n'est pas portée par sa collectivité, je ne sais pas par qui elle est portée. Ce ne sont pas les actions individuelles qui font que vous avez une dynamique. C'est une action collective. C'est une politique de développement économique. C'est une politique d'accueil des entreprises. C'est tout cela qui fait l'attractivité d'un territoire.

Nous avons pris acte du rapport de la Chambre régionale des comptes. Il n'y a pas de vote, puisque c'est un porter à connaissance et nous allons passer à la délibération suivante.

7. APPROBATION DU PACTE DE GOUVERNANCE ENTRE LA CAPI ET LES COMMUNES DE SON TERRITOIRE

M. le Maire : C'est encore moi qui ai le rapport. C'est justement l'approbation du pacte de gouvernance entre la CAPI et les communes.

La loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2009 introduit la possibilité d'élaborer un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI dont elles dépendent. Ce pacte de gouvernance doit permettre aux élus locaux de s'accorder sur le fonctionnement et le quotidien de leur collectivité et le conseil communautaire réuni en séance, le 10 octobre 2020, a approuvé les opérations de ce document. Nous avons donc constitué un groupe de travail composé de cinq élus communautaires qui était chargé de le rédiger et, à travers ce document proposé, la CAPI et ses communes membres s'attachent à mettre en avant une gouvernance qui garantit la transparence, la représentativité de chaque commune et la recherche de consensus dans le processus décisionnel. Ce document s'articule autour de quatre éléments. Un court préambule qui constitue une charte des valeurs communes aux conseils municipaux et communautaires, la présentation de la gouvernance de l'intercommunalité. La première partie rappelle les instances existantes (le bureau, le conseil, les commissions, la conférence des maires). La deuxième partie propose des engagements de la CAPI à l'égard des élus communaux, mais également des communes à l'égard de la CAPI.

Un troisième paragraphe parle des instances consultatives et participatives existantes, c'est-à-dire le conseil local de développement, la commission consultative des services publics locaux, la commission d'accessibilité, le panel citoyen qui est une nouveauté de ce mandat et un schéma récapitule l'ensemble du processus décisionnel. Enfin, le quatrième volet présente les engagements politiques du mandat et leurs articulations, à savoir le projet de territoire, la mutualisation – nous venons d'en parler – et le pacte financier et fiscal.

Ce pacte de gouvernance n'est pas figé, pour l'ensemble du mandat. Il peut être appelé à évoluer et doit être élaboré dans un délai global d'un an, après le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, les communes disposant d'un délai de deux mois après la transmission d'un projet pour rendre un avis. C'est cet avis que je sollicite, ce soir. Je vous propose donc d'approuver le pacte de gouvernance entre la CAPI et les communes du territoire et de m'autoriser à signer ce document ainsi que toutes les pièces afférentes. Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Jean-Noël SALMON : Je ne voudrais pas que notre conseil vire au simple dialogue ! Donc, je vais vous demander de laisser passer un moment. Le pacte de gouvernance, c'est une nouveauté rendue possible par la loi. C'est plutôt intéressant comme exercice. Comme il n'y a pas de format obligatoire pour ce pacte de gouvernance, la CAPI était assez libre de sa rédaction. Le travail préparatoire, je le soulignais, s'est fait plutôt de bon aloi. Il se trouve que le Président PAPADOPULO m'a demandé de faire partie de la commission qu'il a préparée. Néanmoins, mais je le dirais au conseil communautaire, je ne suis pas complètement satisfait du résultat auquel nous sommes arrivés, d'abord, parce que ce n'est pas moi qui l'ai rédigé donc toutes mes idées ne s'y retrouvent pas et je trouve qu'il ne va pas assez loin.

Ce pacte de gouvernance constitue l'un des trois trépieds du projet de la CAPI pour le mandat. Il y a le projet de territoire que le bureau a arrêté récemment. Il y a le pacte fiscal et financier qui sera prochainement défini et qui reprend les relations financières entre la CAPI et les communes membres sur le partage de la richesse fiscale, sur la solidarité communautaire. Le pacte de gouvernance, c'est un peu la règle du jeu commune entre la CAPI et ses communes membres et comment nous fonctionnons ensemble. Ce qui apparaît, c'est qu'à travers ce pacte de gouvernance, la CAPI entend répondre à une critique qui avait été faite au cours du mandat précédent, notamment, dans les communes ne disposant que d'un seul Conseiller communautaire, on va dire « les petites communes. » Ce sont donc ces personnes qui trouvaient que la CAPI était loin de leur préoccupation, qu'ils ne savaient pas ce qui s'y passait et pour qui la CAPI était une espèce de boîte noire sans communication avec eux. Dans les communes plus importantes, comme il y a une représentation de l'opposition dans le conseil communautaire, c'est moins vrai, parce que la circulation de l'information est plus facile. Donc, le pacte de gouvernance s'attache surtout à définir les relations entre les communes et la CAPI, avec des échanges d'information.

Je trouve qu'il y a un loupé ou un oubli, dans ce pacte de gouvernance. C'est la relation au citoyen. Nous sommes en 2021. Les notions de démocratie participative, d'implication des citoyens dans les décisions publiques sont maintenant des choses très courues, très répandues et nous ne sommes plus dans l'expérimentation qu'ont pu être, à la grande époque, les commissions extramunicipales ou les commissions extracommunautaires. Je trouve dommage que la CAPI ne soit pas dotée, ne soit pas plus exigeante avec elle-même sur la participation des citoyens. Le panel citoyen, quarante personnes désignées par les maires, me semble un peu éloigné des principes d'une vraie participation des citoyens à la décision publique. Quand je parlais tout à l'heure de ma participation à la commission préparatoire de ce pacte de gouvernance, quand j'ai évoqué la possibilité de créer des comités d'usagers, par exemple, pour les crèches, j'ai cru que la Vice-présidente déléguée aux crèches allait faire un arrêt cardiaque en pleine réunion, parce que, pour elle, j'avais dit un gros mot. Or non. Les comités d'usagers des services publics ne sont pas des gros mots. Nous-mêmes, dans notre commune, nous le pratiquons avec nos réunions de quartier. Donc, nous pouvons tout à fait, dans les services publics communautaires, s'attacher à connaître bien mieux l'avis des usagers, l'avis des citoyens et les faire participer à l'élaboration de l'évolution de ces services, à la définition de ces services. Je crois que, là, la CAPI passe à côté de quelque chose. Je le redirai au conseil communautaire. Mais je tenais à vous en informer dès maintenant. C'est pourquoi notre groupe s'abstiendra sur ce pacte de gouvernance.

M. le Maire : Je vous remercie, Monsieur SALMON. J'ai noté, mais c'est de l'humour que cette rédaction ne vous plaît pas, parce que ce n'est pas vous qui l'avez rédigée. J'aime beaucoup la formulation.

Ceci dit, nous noterons quand même que le panel citoyen est une vraie nouveauté. Je ne veux pas aller aussi loin que vous. Mais le principe d'une collectivité comme une communauté d'agglomération, cela fonctionne avec des représentativités. Si nous commençons à faire rentrer, dans des commissions, des comités citoyens, des choses comme cela, qui sont des instances déjà un petit peu plus importantes, nous allons créer des instances qui vont avoir tellement de monde que c'est difficile de travailler. Vous savez comme moi que, quand nous devons faire du travail de fond et élaborer des textes, c'est compliqué quand il y a beaucoup trop de monde autour de la table. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, le comité qui a rédigé ce rapport n'était constitué que de cinq membres. Mais vous l'avez fait : vous avez remercié le Président PAPADOPULO de vous avoir convié, en tant que représentant de l'opposition à la CAPI, à y participer. Je trouve que ce sont les gènes de l'approche démocratique.

Jean-Noël SALMON : Excusez-moi d'avoir été élu.

M. le Maire : Je ne vous excuse pas.

Jean-Noël SALMON : Monsieur le Maire, je ne peux pas vous laisser dire que la représentation des oppositions est une avancée démocratique. Non. C'est la loi ! Il faut arrêter. Nous sommes élus.

M. le Maire : Je n'ai jamais dit que je regrettais que vous eussiez été élu !

Jean-Noël SALMON : Certes, le rapport de force ne nous donne pas la gestion. OK. Mais la représentativité qui est la nôtre ne peut pas être niée.

M. le Maire : Elle ne l'est pas !

Jean-Noël SALMON : La présence des oppositions dans les groupes de travail des instances est un droit. Ce n'est pas une faveur.

M. le Maire : Mais qui vous a dit que je niais cela ? Je ne l'ai jamais dit.

Jean-Noël SALMON : Vous avez dit que c'était une faveur. Ce n'est pas une faveur.

M. le Maire : Mais non. Je veux dire : il n'était pas obligé dans un comité de rédaction de vous inclure. Je suis désolé. C'est, effectivement, une reconnaissance de votre qualité d'élus d'opposition. C'est ce que je voulais souligner. Je n'ai absolument pas été désobligeant à l'égard de l'élus que vous êtes.

Ceci dit, si vous me poussiez dans mes retranchements, je serais tenté de vous dire qu'effectivement vous êtes élus d'opposition et ce n'est pas vous qui décidez de ce qui doit être fait ou pas. C'est juste qu'il fallait préciser les choses.

Je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Je note le groupe. Vous avez quatre voix. Merci. Est adoptée à la majorité.

J'en ai terminé pour ma part. C'est Monsieur GUETAT maintenant qui va prendre le relais.

Adopté à la majorité

8. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Christian GUETAT : Modification du tableau des effectifs. Le projet de mandat 2020 – 2026 prévoit une évolution des effectifs à la Direction sécurité publique, une évolution qui répond à un besoin d'un meilleur maillage et puis, aussi liée aux missions dévolues aux policiers municipaux qui sont définies dans les textes que je ne vous rappellerai pas, mais qui sont dans cette délibération. L'activité du service et le nombre de ses missions sont croissants et

il y a aussi une volonté d'assurer une police de proximité plus soutenue, auprès de la population sur ce territoire que tout le monde voit comme vaste.

L'effectif actuel, je le rappelle, est dans la délibération. Il est constitué de 14 agents de police, un agent administratif et quatre agents de surveillance des écoles. Cet effectif ne permet pas de répondre à toutes les missions que je viens de citer précédemment.

Donc, il nous est proposé ce soir, ce qui a déjà été accepté lors du CT précédent du 25 mars, de créer deux postes supplémentaires de policiers municipaux, ce qui portera l'effectif à 16 agents. Il y a eu également une information dans le cadre de la commission « vie quotidienne » du 29 mars 2021. Y a-t-il des interventions ? Je vous propose, Monsieur le Maire de le mettre aux voix.

M. le Maire : Je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie. Je précise que cet effectif fait déjà de nous le plus gros poste de police de tout l'Isère, ce qui nous vaut d'ailleurs d'avoir sollicité le Ministère de l'Intérieur pour participer à l'expérimentation de la loi de sécurité globale.

Adopté à l'unanimité

9. CRÉATION D'UN ESPACE DE COWORKING ET D'UN TIERS LIEU : CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE

M. le Maire : Pour la délibération suivante, une précision : ni Carine KOPFERSCHMITT, ni moi ne participerons au vote, puisque nous sommes tous les deux membres du Conseil d'Administration de la structure. La délibération concerne la création d'un espace de coworking au sein du Patio. Comme vous le savez, nous avons aménagé un espace de 400 mètres carrés grosso modo, dans ce bâtiment. C'est le troisième utilisateur des lieux, pour y développer un espace de coworking et un tiers lieu. La commune souhaite soutenir ce projet, puisque l'association OSEZ a sollicité la commune pour louer cet espace et y développer l'activité. Ce projet prévoit la mise à disposition d'un espace de bureau pouvant accueillir un public sur une surface de 392 mètres carrés, composée de neuf bureaux fermés correspondant à 19 postes de travail, deux espaces de bureaux ouverts correspondant à 18 postes de travail, un espace de détente, un espace de restauration sans cuisson, deux salles de réunion et des espaces sanitaires et techniques.

Dans le cadre du soutien de la commune à ce projet associatif – vous savez que c'était un projet que nous avons annoncé depuis longtemps, nous consentirions à une remise de loyer pour une période trois années maximum, dans la limite de 31 200 euros annuels au regard de l'équilibre économique de l'activité de l'espace de coworking. Chaque année, à la date anniversaire du bail, une analyse des comptes de résultat prévisionnels de l'année écoulée

et du budget prévisionnel pour l'année N+1 sera transmise à la commune. Cette analyse nous permettra de définir le montant de la subvention pour l'année suivante, toujours dans la limite de 31 200 euros. Chaque année, une délibération sera prise au conseil, pour fixer le montant de cette subvention. S'agissant d'une subvention de plus de 23 000 euros, une convention d'objectifs doit être établie, pour définir les conditions d'utilisation de la subvention attribuée. Elle est signée pour une durée de trois ans et elle porte sur trois objectifs :

- 1- De proposer une offre de services diversifiée à l'entrepreneuriat, constituée de prestation de coworking, de mise à disposition d'espace de travail et de repérage et d'accompagnement de projets économiques innovants.
- 2- De développer des activités d'insertion par l'activité, à partir du tiers-lieu.
- 3- De faire du tiers-lieu un espace d'innovation et d'expérimentation.

Ces objectifs feront l'objet d'indicateurs de suivi, qui sont annexés à la présente convention. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Pas de demandes d'intervention. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

Christian GUETAT : Merci. Donc, trois voix. Danielle PENOT qui fait partie de OSEZ, membre active.

M. le Maire : Donc, moins nos trois voix.

Christian GUETAT : Merci.

10. AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT AVEC POINT DE VENTE – AIDE FISAC : LAV +

Jeannine GUILLERMINET : Nous avons une demande d'aide FISAC auprès de la commune par Monsieur CECILLON, qui est le gérant de la laverie LAV +, Rue Émile Zola. Son projet est pour la rénovation de son local. Il doit refaire son enseigne, la rénovation du carrelage, mais surtout – je n'ai pas tout à fait bien compris – commande à distance pour son matériel.

Carine KOPFERSCHMITT : Il veut moderniser son équipement.

Jeannine GUILLERMINET : Il veut moderniser son matériel avec ces commandes à distance. Peut-être, cela va laver tout seul aussi ! Il a un montant de 20 000 euros hors taxe. Ce qui fait que la mairie a 20 %. Cela lui fait 4 061 euros. De même le FISAC. Lui veut solliciter aussi la

région, puisqu'il a un montant de 20 000 euros.

La commission Economie-Finances, du 07 avril, a émis un avis favorable. Donc, je vous demande d'attribuer cette subvention et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

M. le Maire : Merci Jeannine. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

11. EXONÉRATION DES LOYERS DES COMMERÇANTS LOCATAIRES DE LOCAUX COMMERCIAUX EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE

M. le Maire : Jeanine toujours.

Jeannine GUILLERMINET : Suite à la recrudescence du COVID, le gouvernement a décidé de reconfiner, de fermer certaines zones d'activités, pour une durée de quatre semaines. Sur notre commune, nous avons deux locaux qui nous appartiennent, dont l'auto-école Servenoble et Coup de cœur qui ont dû fermer. Donc, nous allons exonérer les loyers pour le mois d'avril. Cela représente environ 600 euros hors taxe pour la collectivité. Je vous demande d'approuver cette exonération et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents pour l'exécution de cette délibération.

M. le Maire : Classique également. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

12. NOUVELLE COPROPRIÉTÉ DU PATIO

M. le Maire : Jacques DOS SANTOS. Nouvelle copropriété du Patio.

Jacques DOS SANTOS : Cette délibération concerne le Patio. Vous aurez dû remarquer que nous avons démoli la moitié de l'ancien casino, ce qui veut dire que nous sommes obligés de refaire le règlement de la copropriété, tout simplement puisque la superficie actuelle est de 1552 mètres carrés, comme c'est écrit, qui est la moitié de la superficie précédente.

M. le Maire : Il y a encore marqué « pour consulter. »

Jacques DOS SANTOS : Oui. C'est vrai. Effectivement, dans cette délibération, il y a marqué pourquoi il faut refaire la copropriété. Vous avez les plans qui sont joints. Dans la nouvelle copropriété, il y a évidemment la nouvelle délimitation du Patio. Il y a aussi des réattributions de locaux. Je vais vous passer tous les détails. Vous les avez dans la délibération. Notamment, il y a des places de parking que la mairie rétrocède à la copropriété pour faire un sas d'entrée. Il y a une petite partie que nous cédon à un euro symbolique à ENEDIS pour mettre un transformateur que nous avons démoli. Nous donnons un euro symbolique aussi des réserves du tabac que nous avons démolies. Donc, nous leur redonnons une superficie équivalente à ce qu'il y avait avant. Et puis, la copropriété nous donne aussi une petite partie pour faire des toilettes publiques qui vont donner, comme vous l'avez sur le plan, à côté de la boucherie ASLOUM, qui vont donner à peu près à cet endroit. Évidemment, tout cela agit automatiquement sur la copropriété. Et puis, il y a défini l'emplacement des parkings que vous avez sur la délibération, pour ceux qui ont le plan, puisque nous réaffectons les parkings. Tout cela est dans le règlement de copropriété. C'est relativement technique. Je pense que j'ai résumé au plus simple possible. Donc, c'est autoriser Monsieur le Maire à déposer et à faire tout ce qu'il faut au niveau du notaire et à déclencher cette nouvelle copropriété sachant que, dans cette copropriété, le plus gros propriétaire est quand même la commune de Villefontaine, puisque le Patio appartient à la commune. Vous l'avez vu avec l'espace de coworking, la CPAM qui va arriver et la CAF entre autres. Si vous avez des questions, nous pourrions y répondre. Mais après, cela devient très technique.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il, sur cette délibération, des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

13. VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA MFR DE CHAUMONT

M. le Maire : Laurent DI SANTO. Versement d'une contribution financière à la MFR de Chaumont.

Laurent DI SANTO : Merci. Effectivement, versement d'une contribution financière à la Maison Familiale Rurale de Chaumont. Par un courrier du 10 décembre dernier, l'année dernière, la Maison Familiale Rurale de Chaumont a sollicité la commune pour une participation financière. En effet, je pense que vous devez le savoir : c'est un établissement qui est spécialisé dans les formations en alternance, dans les filières du paysage, commerces, fleuristes et même ingénierie. Depuis la rentrée 2020, cet établissement accueille trois jeunes Villards. Vous imaginez que la commune souhaite accorder cette contribution, à hauteur de 195 euros pour les trois apprentis, puisqu'il s'agit de soutenir les Villards dans leur parcours d'apprentissage et de soutenir l'établissement dans cette démarche et puis les

différentes activités pour lesquelles il est responsable. Est-ce que vous avez des questions ?

Khalid HALLOUL : Nous avons déjà eu ce type de délibération, dans le passé. Vous savez ce que j'en pense, à savoir que l'apprentissage ne relève pas de la compétence de la mairie. Quand bien même nous pouvons accepter l'idée que, derrière, nous souhaitons soutenir l'apprentissage, sincèrement, ce n'est pas avec 195 euros. C'est complètement symbolique. Je ne pense pas que c'est avec ce montant que nous allons aider et renforcer l'apprentissage.

Deuxième remarque. Je ne pense pas que ce soit les trois seuls Villards qui sont en situation d'apprentis et qu'il y a d'autres organismes qui pourraient éventuellement en bénéficier. J'ai l'impression qu'il n'y a que ceux qui demandent qui obtiennent.

M. le Maire : Monsieur HALLOUL, vous ne pouvez pas, à la fois, me reprocher de partir sur une compétence qui n'est pas une compétence municipale et de dire que c'est un soutien qui est vraiment symbolique et, en même temps, me dire : « Ce n'est pas une compétence communale. Mais peut-être, il y en a d'autres et il n'y a que ceux qui demandent qui ont. »

Oui. Je vous le confirme : il n'y a que ceux qui demandent qui ont, parce que nous n'avons pas vocation à aller chercher les trucs. Vous avez raison : nous avons déjà eu ce type de délibération. Et je vous fais la même réponse : c'est une volonté municipale que de soutenir l'apprentissage. Le montant peut vous paraître faible. Mais je peux vous dire que quand vous écoutez les Directeurs d'établissement, tout soutien est le bienvenu. Je voulais simplement vous dire que cette politique nous a permis de soutenir 88 Villards sur le mandat précédent et que, sur l'année 2020-2021, nous en sommes déjà à 15. 12 pour le moment, plus trois qui sont en prévision sur le reste de l'année. Je dis que cela a de l'utilité, parce que ces Villards ont besoin de trouver des maîtres de stage. Nous les aidons, quelques fois, simplement, symboliquement. Mais c'est important pour les établissements. Encore une fois, au jour d'aujourd'hui, nous savons que l'apprentissage est un secteur qui est en difficulté, parce qu'il y a des entreprises qui cherchent des apprentis, qui n'en trouvent et vous avez des apprentis qui cherchent des entreprises et qui n'en trouvent pas. Qu'une collectivité comme la nôtre affirme son soutien à l'apprentissage, cela peut vous paraître symbolique. Mais pour moi, cela me paraît important. Nous pourrions avoir ce débat à chaque fois. Je vous ferai à chaque fois les mêmes réponses. C'est une volonté politique affichée de soutenir l'apprentissage.

Khalid HALLOUL : Juste une première remarque. Mon propos est très cohérent, Monsieur le Maire. Il n'y a aucune contradiction dans ce que je dis. J'ai écouté l'enregistrement. C'est ce que vous avez dit. Quand vous dites que... L'aide à l'apprentissage, aujourd'hui, nous n'avons jamais eu autant de financement pour aider justement l'apprentissage, notamment par l'État. Je vous invite à regarder les chiffres. Vous allez voir qu'il y a des aides autrement plus significatives que celles de 195 euros. J'interroge juste : la réelle politique en termes de soutien à l'apprentissage est où ? Ce n'est pas avec ces montants-là. Ce n'est pas le montant

que j'interroge. C'est la politique qu'il y a derrière, justement.

M. le Maire : Je vous ai répondu. C'est une manière de pouvoir soutenir les établissements qui prennent des apprentis Villards. Nous-mêmes, nous prenons des apprentis autant que nous pouvons. C'est justement, parce qu'à une époque, nous en avions davantage et parce que nous n'avions pas forcément des maîtres de stage disponibles, parce que nous n'avions pas forcément des stages recherchés qui étaient disponibles que nous avons compensé cette baisse du nombre d'apprentis accueillis dans la collectivité par le soutien financier aux établissements qui les accueillent. Cela peut vous paraître... Mais c'est notre politique.

Jean-Noël SALMON : Monsieur le Maire, juste pour remettre deux, trois choses en place. L'apprentissage n'est pas en difficulté, en France. C'est une filière de formation quelques fois d'excellence, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, nous pouvons aller en apprentissage jusqu'à BAC + 5. Donc, ce n'est pas une filière qui est en difficulté. La récente réorganisation du financement de l'apprentissage met l'apprentissage entre les mains des filières professionnelles. Pourquoi ? Parce que c'est une manne financière pour les centres de formation, liée à la taxe d'apprentissage... Toute une série de mécanismes dont je vous passe les calculs. Mais l'apprentissage n'est pas en difficulté. Par contre, votre volonté de soutenir l'apprentissage est très bien. Mais elle est plus efficace en embauchant des apprentis, en les intégrant dans nos services qu'en versant une subvention qui est, en fait, pour contribuer à l'animation, à la vie sociale de l'établissement MFR. C'est ce que soulignait mon collègue Khalid HALLOUL. C'est que des établissements accueillants des jeunes Villards en apprentissage ou en formation en alternance, il y en a beaucoup. Plus que la MFR d'Eyzin-Pinet. Oui, au passage, Chaumont, ce n'est pas d'Eyzin-Pinet, parce que ce n'est pas dans le nord de la France. Des établissements qui accueillent, il y en a beaucoup. Il y a des centres de formation, par exemple, agricoles publics, qui accueillent des jeunes Villards et, à ma connaissance, nous ne leur avons jamais rien versé. Notre remarque porte simplement sur : il ne faut pas se leurrer, nous ne soutenons pas l'apprentissage en versant 65 euros par apprenti. Nous contribuons à la politique d'animation des établissements. Cela peut payer une soirée. Cela peut payer quelques dispositifs d'accompagnement. Nous ne soutenons pas l'apprentissage. Il faut être sérieux. L'accueil d'un apprenti par une entreprise, c'est quand même beaucoup plus cher et la formation d'un apprenti, c'est au-delà de 65 euros, j'espère que nous en avons tous conscience. Par ailleurs, effectivement, si nous voulons soutenir l'apprentissage, si vous voulons accompagner les Villards qui sont en apprentissage, nous développons quelque chose de plus conséquent et qui s'adresse à tous les centres de formation. Là, il se trouve que le Directeur d'Eyzin-Pinet a eu un réflexe. Il a écrit. C'est peut-être la deuxième année. Il s'est dit que cela marchait. Cela lui avait coûté le prix d'un timbre. Si nous voulons vraiment développer, alors nous allons plus loin. Nous nous adressons à tous les organismes de formation.

M. le Maire : Monsieur SALMON, cette contribution modeste comme vous le dites, n'est

qu'un des volets de notre participation, puisque, de toute façon, nous accueillons des apprentis. Nous avons toujours accueilli des apprentis au sein de l'entreprise. D'autre part, si vous avez lu et je sais que vous l'avez fait, si vous avez lu notre programme avant les élections municipales, vous verrez que, dedans, il y a la création et la mise en place sur Villefontaine d'un bureau des stages et des apprentissages justement pour faciliter l'interaction entre les entreprises qui recherchent des apprentis et les apprentis qui recherchent des entreprises. Donc, nous affichons bien une véritable volonté de soutenir l'apprentissage et de toutes les façons possibles, y compris par des participations financières fussent-elles modestes.

S'il n'y a plus de demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Comme d'habitude, c'est voté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

14. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP)

M. le Maire : Laurent, tu continues avec la subvention exceptionnelle au GIP dont nous avons déjà parlé, tout à l'heure

Laurent DI SANTO : Exactement. Le Groupement d'Intérêt Public Réussite éducative du Nord Isère a informé la commune, par un courrier du 08 mars dernier, d'une dotation par l'État de 156 tablettes à répartir sur le territoire. Pour notre commune, il s'agit de mettre à disposition, sur trois groupes scolaires, 48 tablettes qui seront livrées à nu.

La demande de subvention exceptionnelle concerne une dépense qui est liée à équiper les tablettes de protection et de housses, puisque ce sont des enfants qui vont les utiliser. Ce montant, pour notre commune, est de 1845 euros. Nous vous proposons de verser cette subvention afin de prendre en charge cette dépense.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Nous avons évoqué le sujet tout à l'heure. Je pense que c'était assez clair. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

15. MAINTIEN DE LA COMPÉTENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME » A LA COMMUNE

M. le Maire : Je vais rapporter la délibération qui devait être rapportée par Jean-Christophe DURA. C'est une délibération que vous avez déjà vue, puisque nous avons eu l'occasion de la

voter en fin d'année 2020. C'est sur le maintien de la compétence « urbanisme » à la commune. Vous savez que la loi prévoit que si, au moins un quart des communes représentant 20 % de la population ne s'y opposent pas, le transfert de la compétence « urbanisme » passe à la CAPI. La loi prévoyait que cela devait passer au 01 janvier 2021. Compte tenu de la crise sanitaire, l'État a reporté au 1er juillet 2021 ce transfert automatique, si les collectivités ne s'y opposent pas dans les trois mois précédents le terme de réflexion, c'est-à-dire avant le 1er juillet. De facto, la délibération que nous avons prise au mois de novembre est caduque et nous devons revoter cette délibération pour garder la compétence en matière d'urbanisme à la commune de Villefontaine et nous opposer au transfert automatique à la CAPI au 1er juillet 2021. Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Jean-Noël SALMON : Sur le calendrier d'élaboration du PLU. Je souscris à vos préoccupations. Nous l'avons indiqué en décembre. Juste, de mémoire, le Plan d'Aménagement et de Développement Durable a été arrêté. Quel est le calendrier pour l'approbation définitive du PLU ?

M. le Maire : D'ici la fin de cette année.

Jean-Noël SALMON : D'accord.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Non. Je mets aux voix. Y a-t-il, sur cette délibération, des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

Mesdames, Messieurs les Conseillers, Mesdames, Messieurs le public, il n'y avait pas de questions diverses à l'ordre du jour de ce conseil municipal, qui est donc terminé. Je vous remercie de votre présence et je vous souhaite une très bonne soirée.